

Famille, familles, grandes familles : une introduction

Olivier Bouquet



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/cdlm/5737>

DOI : 10.4000/cdlm.5737

ISSN : 1773-0201

Éditeur

Centre de la Méditerranée moderne et contemporaine

Édition imprimée

Date de publication : 15 juin 2011

Pagination : 189-211

ISBN : 2-914561-54-9

ISSN : 0395-9317

Référence électronique

Olivier Bouquet, « Famille, familles, grandes familles : une introduction », *Cahiers de la Méditerranée* [En ligne], 82 | 2011, mis en ligne le 15 décembre 2011, consulté le 08 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/cdlm/5737> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/cdlm.5737>

Famille, familles, grandes familles : une introduction¹

Olivier BOUQUET

L'illustration d'une famille ne dure pas au-delà de la quatrième génération. Celui qui a été le bâtisseur de la gloire de sa famille connaît ce qu'il lui en a coûté. Il veille à conserver les qualités qui ont permis à cette gloire de naître et de durer. Son fils, qui vient après lui, a été au contact étroit avec son père, et a donc pu entendre et apprendre tout cela de lui. Mais il est inférieur à son père, pour autant que le savoir par ouï-dire soit inférieur à l'expérience directe. Le représentant de la troisième génération se contente de marcher sur les traces de ses prédécesseurs et de les imiter. Son infériorité par rapport à la deuxième génération est celle qui existe entre un imitateur et celui qui réfléchit par lui-même. La quatrième génération est, à tous égards, inférieure aux précédentes. Son représentant a perdu les qualités qui avaient permis la conservation de la gloire familiale.

Ibn Khaldûn, *Muqaddima*, Paris, Gallimard, 2002 (trad. Abdesselam Cheddadi), p. 392-393.

Le choix des objets

Dès lors qu'ils abordent le monde oriental méditerranéen, les historiens contemporanéistes et modernistes recommandent de ne pas projeter sur les réalités sociales observées des notions théoriques conçues de l'autre côté du miroir, en Europe occidentale principalement : la bourgeoisie, par exemple, au motif que l'Orient musulman serait longtemps resté en marge du développement du capitalisme industriel ; ou encore la noblesse, parce que les distinctions sociales ne seraient généralement confirmées par aucune reconnaissance de statut, sinon n'autoriseraient que des formes limitées de transmission – Ernest Gellner parle à cet égard de « noblesse castrée »². Partout, les historiens parlent aux historiens pour s'inviter mutuellement à se garder des visions européocentriques et orientalistes.

1. Cette introduction doit beaucoup aux remarques, suggestions et corrections de Catherine Mayeur-Jaouen et Nicolas Michel.
2. Ernest Gellner, *Saints of the Atlas*, London, Weidenfeld & Nicolson, 1969 ; Ernest Gellner, « Pouvoir politique et fonction religieuse dans l'islam marocain », *Annales ESC*, vol. XXV, n° 3, mai-juin 1970, p. 699-713.

Quelques-uns osent ouvrir la voie au comparatisme, car il faut bien donner le change et constituer des domaines de recherche en *area studies* (études arabes, études balkaniques, études ottomanes), auprès de ceux qui douteraient de leur existence et qui évoluent dans des mondes académiques dont la légitimité n'est plus en doute (histoire de la Méditerranée, histoire de l'Europe). Une première possibilité consiste alors à dégager les spécificités de son propre domaine : une tendance, particulièrement suivie à l'heure actuelle, affirme la nécessité d'une étude préalable des termes indigènes, dont il convient de chercher (presque toujours en vain) des traductions autres que littérales, pour affirmer aussitôt que la réalité qu'ils recouvrent n'a pas d'équivalent ailleurs ; posture efficace, particulièrement appréciée des ottomanistes modernistes qui aiment à expliquer à leurs collègues occidentalistes que les *timar* (concessions fiscales) n'étaient pas des fiefs, et les *tahrir* des recensements au sens où nous l'entendons ; à l'inverse, à leurs collègues arabisants, que les oulémas ottomans constituaient une bureaucratie hiérarchisée, ou que le sultan d'Istanbul avait adossé à la charia un droit séculier inventif autant que pragmatique. Une seconde possibilité, expérimentée sur un plan académique totalement différent, s'offre aux plus téméraires : puisqu'il s'agit de démontrer que l'histoire de la Méditerranée orientale se nourrit d'échanges fructueux avec les politologues, sociologues et anthropologues, on lance des concepts comme des ballons ; chaque génération invente les siens, le plus souvent contre les précédentes (par ordre d'apparition : modernisation/tradition, centralisation/décentralisation, impérialisme/provincialisation), et les nourrit d'exemples tirés des registres terminologiques et archivistiques défrichés par les collègues du groupe précédent sans l'*imprimatur* desquels ces concepts feraient long feu.

En marge de ces reconfigurations paradigmatiques, les chercheurs osent assez peu aborder des sujets qui ont intéressé leurs collègues occidentalistes, ces thématiques qui font presque aujourd'hui figure de vieilles lunes, et dont on se dit pourtant, à bien y réfléchir, qu'elles doivent avoir des formes comparables en Orient. Les grandes familles en sont l'illustration : non que les spécialistes de la Méditerranée orientale n'en aient pas parlé : les études sont légion ; mais tout se passe comme si, engagés dans l'étude d'autres groupes sociaux ou corps politiques, les historiens n'avaient pas cherché à les identifier autrement que pour illustrer les paradigmes en question, à l'aide de catégories analytiques plus ou moins consensuelles. Trois d'entre elles ont été particulièrement sollicitées. Les notables : il en était partout question dans les années 1970-1980, jusqu'à ce qu'un redoutable coup de canif soit porté à la *doxa* fondatrice³. Les dynasties, étudiées à partir de

3. La *doxa* : les notables sont définis par l'accès qu'ils ont à l'autorité centrale et par le pouvoir qu'ils détiennent indépendamment du souverain. Intermédiaires urbains entre gouvernants et gouvernés, ils sont essentiellement constitués par trois groupes : les oulémas, les officiers de garnison et les « secular notables », à savoir *ayan*, *agha* et *amir* (Albert Hourani, « Ottoman Reform and the Politics of Notables », dans William R. Polk et Richard L. Chambers (dir.), *Beginnings of Modernization in the Middle East. The Nineteenth Century*, Chicago et Londres, The University of Chicago Press, 1968, p. 41-68 ; Philip S. Khoury, « The Urban Notables Paradigm Revisited », *Revue des mondes musulmans et de la Méditerranée*, n° 55/56, 1990, p. 215-228). Le coup de canif : le paradigme des notables (fondé sur l'étude des relations clients/patrons et peu porté sur l'étude du changement social) ne permettrait pas de saisir l'ensemble des liens communaux et associatifs

types bien distincts : les lignées officiellement reconnues (les sultans ottomans, les khédives) ; les potentats locaux, constitués en marge mais vigoureusement ramenés dans le rang au XIX^e siècle ; les familles spécialisées dans l'exercice d'une activité indispensable au bon fonctionnement de l'État – les drogmans levantins, *amiras* arméniens et banquiers juifs, tels les Camondo, ces « Rothschild de l'Est »⁴. Les *households*, une expression utilisée pour tout dire : couple marié disposant de ses propres revenus pour certains ; unité de résidence pour d'autres ; ensemble plus large, rassemblant plusieurs couples mariés, mais intégrant surtout des personnes extérieures à la famille par d'autres liens, selon des statuts différents (esclaves, odalisques, serviteurs) ; structure de « parenté fictive » poussée à l'extrême pour accueillir, jusque dans des *households* d'eunuques, des clientèles en agrégation constante, ou formaliser des alliances tactiques avec des *households* préexistants.

Occupés à déculotter ces concepts, les historiens soucieux de caractériser les groupes de parenté dominants dans un ou plusieurs domaines particuliers (systèmes de production, distinctions sociales, positions politiques, statuts religieux...), ont préféré employer des catégories tirées de la lecture des sources, parfois combinées aux notions de notables ou d'élites. Parmi eux, les ottomanistes ont validé l'effectivité de la politique dynastique poursuivie par les sultans, parvenus à placer sous leur coupe les grandes familles médiévales (phanariotes et chérifiennes, notamment), après avoir intégré les hautes lignées associées aux premiers temps de la conquête. D'un seul homme, ils ont admis que si des référents nobiliaires s'étaient constitués (en dehors des usurpations de titres pratiquées par les potentats locaux et prohibées par l'État), ils restaient cantonnés aux minorités ethno-confessionnelles, de toute façon réduites à des niveaux inférieurs de reconnaissance sociale ; et encore, que le terrain ottoman était un lieu de constitution nobiliaire à usage communautaire interne : si envol dynastique il y avait, ce n'était qu'à la suite d'une implantation réussie à Vienne ou à Paris, propices capitales occidentales où les beys pouvaient enfin se dire princes. Bref, les grandes familles étaient une réalité ottomane de second rang. Du moins le pensait-on, jusqu'à ce que le regard des spécialistes se porte vers l'ensemble des domaines ottomans et les nouvelles formations politiques qui en étaient issues.

Les grandes familles : une réalité orientale

Quelles que puissent être les sources qu'on lit, la réalité qu'on observe, et l'espace où l'on se situe, on ne peut manquer de se trouver en présence de groupes de parenté parvenus au plus haut dans l'ordre du prestige et des fortunes. Ils surplombent le paysage urbain : comment décrire Damas sans évoquer la figure des Azm, Alexandrie sans citer les Antoniadis, Jérusalem sans parler des Husayni (prestigieuse lignée évoquée par Ph. Bourmaud dans le présent volume, mais

qui organisent les nouvelles sociabilités (notamment politiques) de la fin du XIX^e siècle - XX^e siècle (James L. Gelvin, « The Social Origins of Popular Nationalism in Syria : Evidence for a New Framework », *International Journal of Middle Eastern Studies*, vol. XXVI, 1994, p. 645-661).

4. Nora Şeni et Sophie le Tarnec, *Les Camondo ou l'éclipse d'une fortune*, Arles, Actes Sud, 1997, p. 43.

moins sous l'angle classique du contrôle des institutions urbaines, que sous celui de la transmutation accomplie de compétences éprouvées) ? Ils exploitent et dominent les campagnes, en Anatolie, dans les Balkans, ou au Proche-Orient. Organisés dans certains cas en maisons renommées (tels les *bait maruf* au Liban), ils contrôlent les biens et les richesses des groupes familiaux dominants (*ailat*) qui, sans leur concours, seraient relégués à des positions sociales subalternes. Qu'ils soient des interfaces à l'intégration des arrière-pays au commerce méditerranéen, des sociétés de commandite à Alger et Odessa, des introducteurs du capitalisme à Alexandrie et Istanbul, ce sont des figures de médiation indispensables au développement des échanges. Ils sont au cœur de la politique des notables, conçue par le pouvoir central afin de dégager les marges de manœuvre nécessaires à la mise en œuvre des réformes. Et lorsque se fait sentir le vent de la modernité – pas avant le XIX^e siècle, selon l'historiographie –, ils se font les vecteurs de l'innovation culturelle, les soutiens des nationalismes et, au XX^e siècle, les relais de la mondialisation.

Encore aujourd'hui, qui nierait que les rives orientales de la Méditerranée sont peuplées de grandes familles influentes et prospères, et que, dans certains pays, leur importance ne cesse de croître ? Génération après génération, alliance matrimoniale après alliance matrimoniale, prise de participation après prise de participation, ces familles deviennent, si elles ne l'étaient déjà, des dynasties qui, non seulement s'accommodent des conditions politiques des pays d'origine, mais réussissent le tour de force qui consiste à faire croire au pouvoir officiel, voire à ses administrés, qu'elles sont ainsi mieux à même de contribuer au bien-être général. En Turquie, régime pourtant républicain à fort degré d'autoglorification méritocratique, les toutes puissantes familles Koç, Sabancı ou Eczacıbaşı, n'ont rien à envier aux *ayan* et *derebey* des siècles précédents, notabilités provinciales dont l'implantation économique ne couvrit jamais l'espace impérial dans son entièreté. Dans ce dossier, A. Albayrak montre en quoi ces capitaines d'industrie sont parvenus à transformer la puissance de leurs *holdings* en vecteur de prestige social. Dans sa contribution, D. Behar rejoint ce constat, insistant sur la capacité croissante des grandes familles turques à investir dans des formations à l'étranger, afin de se doter de nouvelles compétences, non seulement dans leur pays d'origine mais sur les marchés internationaux ; il nuance cependant l'image positive que ce lignées voudraient donner d'elles-mêmes auprès de l'opinion publique : les journalistes ont vite fait de les décrire comme des nobles (« Turcs blancs »), avec, à l'appui, des enquêtes fouillées et, dans certains cas, la publication de complètes « biographies familiales »⁵. Aux yeux des lecteurs, tout se passe comme si une aristocratie d'ancien régime s'était reconstituée – alors même que l'État ottoman excluait le principe nobiliaire, on l'a dit. Ce retour des lignées illustres (dont O. Bouquet éclaire les cadres mémoriels et les outils généalogiques) n'est pas propre à la Turquie. Dans un ouvrage collectif à paraître sur les familles en islam, C. Mayeur-Jaouen montre que les grandes familles du Proche-Orient ont de beaux jours devant elles⁶.

5. Abdullah Muradoğlu, *Reformun Dervişleri. Halil Hamit Paşa'dan Kemal Derviş'e. Bir Ailenin Biyografisi*, Istanbul, Bakış, 2001.

6. Mohammed Hocine Benkheira, Avner Giladi, Catherine Mayeur-Jaouen et Jacqueline Sublet, *La*

C'est sur ce constat que se sont réunis les auteurs du présent volume. Parmi eux, les historiens tâchent de comprendre pourquoi le phénomène de dynastisation semble emprunter des logiques qui remontent à la période moderne. Ph. Bourmaud inscrit l'émergence d'une professionnalisation médicale dans la continuité d'un savoir traditionnel valorisé par la culture politique impériale ottomane ; O. Bouquet lie la formation du sentiment de lignée à l'administration d'une fondation pieuse, ancienne de plus de deux siècles. Mais les sociologues et historiens contemporanéistes ont également leur utilité pour montrer en quoi la reproduction des lignées se prolonge en aval, dans l'Europe d'aujourd'hui, et au-delà : D. Behar retrace les itinéraires des héritiers aux États-Unis qui reviennent mieux chaussés chez eux, et valorisent leurs compétences au sein de l'entreprise familiale ; M. Volait analyse la formation de la culture professionnelle d'une lignée d'architectes, formée en Égypte et acclimatée dans la péninsule arabique avant de s'implanter en France.

Entre ces ancrages de l'époque moderne et ces lignes de fuite du temps présent, les familles dessinent des espaces de polyactivité génération après génération, sans qu'on puisse dire d'aucune qu'elle était plus moderne que la précédente, ou plus traditionnelle que la suivante – les paradigmes de la modernisation ont été suffisamment « revisités » comme ça. Il nous faudrait, en revanche, ouvrir la comparaison, frapper aux portes de nos collègues balkanistes et néohellénistes, pour penser avec eux la transformation d'un cadre impérial en domaine d'action local ou national (Ph. Bourmaud), d'une domination politique à une autre (M. Oualdi, A. Kazazian), tant semblent nombreuses les grandes familles reconverties au XIX^e siècle, de l'administration impériale vers le service des nouveaux monarques ou de la diplomatie des États balkaniques. Pour ce qui nous concerne, nous choisissons, comme lieu géographique d'étude, l'espace méditerranéen oriental ; il correspond à l'esprit des *Cahiers* qui nous accueillent ; il permet de mener notre réflexion de l'époque moderne jusqu'aux temps présents⁷ ; il nous évite de suivre une pente naturelle, celle d'une histoire ottomane et de ses héritages, encore segmentée entre l'étude des sociétés musulmanes, et en leur sein, des groupes ethniques et des minorités confessionnelles – il nous importait d'aborder ensemble ces dimensions, nous remercions A. Kazazian et M. Toksöz d'avoir accepté de le faire ; il laisse espérer l'ouverture d'un dialogue avec d'autres historiens arabisants ; il permet d'enregistrer les acquis d'un objet d'étude, pour le coup, largement abordé : la famille.

La famille, objet d'histoire

Qu'on la dise musulmane, chrétienne ou juive, arabe, turque ou kurde, ottomane, méditerranéenne ou orientale, la famille est un objet d'étude incontournable qui

famille en islam d'après les sources arabes, Paris, Les Indes Savantes, 2011 (chapitre VIII, Catherine Mateur-Jaouen, « Les familles au Moyen-Orient moderne et contemporain (XVII^e - XXI^e siècles) »).

7. Les *Cahiers de la Méditerranée* sont en effet édités par le CMMC (Centre de la Méditerranée Moderne et Contemporaine) de l'Université Nice Sophia Antipolis.

a livré tout son lot de monographies, synthèses, analyses comparées, et produit quantité considérable de paradigmes et de théories. La famille n'a cessé d'être modélisée, par quelque bout qu'on la prenne. Si on ouvre par exemple, à l'article « Family », un ouvrage qui a tout pour faire autorité – *The Oxford Encyclopedia of the Modern Islamic World* –, on lit sous la plume d'Elizabeth Warnock Fernea :

The basic social unit of Islamic society is the family. If Islam can be described as the soul of Islamic society, then the family might be seen metaphorically as its body. For thousands of years, the family has been the principal focus of people's emotional, economic, and political identity⁸.

Nous sommes prévenus : nous aurons beau considérer que le corps social islamique est segmenté en tribus, clans, confréries, ou autres chefferies, on sera toujours assuré, où que l'on se place, d'identifier en son sein, disons, des structures familiales. Rien d'étonnant de voir les non-spécialistes qui se saisissent du sujet affirmer tout de go que les sociétés musulmanes sont davantage des « juxtapositions de familles » que des « communautés d'individus »⁹, alors que plusieurs études des archives des tribunaux attestent de l'existence d'une marge de manœuvre (étroite mais exploitée) offerte aux individus, y compris aux femmes¹⁰. Les spécialistes, eux, sont trop nombreux pour qu'on puisse retracer, au fil des périodes, les grandes lignes des études anthropologiques, sociologiques et géographiques de l'histoire de la famille en terre d'islam. Limitons-nous à l'histoire de la « famille arabe », un domaine certes moins développé, mais tout aussi dominé par des thématiques bien ancrées dans l'imaginaire des chercheurs.

Ainsi, dans les années 1980, des représentants de l'école braudélienne (désireux d'introduire les acquis de l'anthropologie historique dans l'étude de la famille) invitent deux arabisants à se glisser parmi les auteurs des trois volumes d'une histoire traitée au fil des quatre périodes académiques. T. Bianquis évoque, d'un bloc, sur une période de près de neuf siècles, « la famille arabe médiévale » : une famille patriarcale, qui privilégie les liens affectifs verticaux aux relations horizontales, qui valorise en toute occasion la perpétuation des traditions. Si, à l'autre bout de l'histoire, Ph. Fargues prend acte des formes de changement dont la famille est l'objet au XIX^e siècle, il ne la décrit pas moins comme un lieu de résistance, une « citadelle domestique » cloisonnée entre les domaines masculin et féminin, qui « ne laisse pratiquement aucune chance à l'aventure »¹¹. Depuis lors, le domaine de recherche a été défriché¹² ; les *gender studies* ont apporté un concours si précieux

8. John Esposito (dir.), *The Oxford Encyclopedia of the Modern Islamic World*, New York, Oxford University Press, 1995, vol. 1, p. 458-461.

9. Emmanuel Todd, *La troisième planète. Structures familiales et systèmes idéologiques*, Paris, Seuil, 1983, p. 164-165.

10. Voir par exemple Iris Agmon, « Women, Class, and Gender : Muslim Jaffa and Haifa at the Turn of the 20th Century », *International Journal of Middle Eastern Studies*, vol. 30, n° 4, 1998, p. 477-500.

11. Philippe Fargues, « Le monde arabe : la citadelle domestique », dans André Burguière et al., *Histoire de la famille*, vol. 3, Paris, Armand Colin, 1986, p. 456.

12. En témoignent les références bibliographiques sur les familles arabes contemporaines présentées dans Beshara Doumani (dir.), *Family History in the Middle East : Household, Property, and Gender*, Albany, State University of New York Press, 2003, p. 301-327.

qu'on se demande souvent, à la lecture des études, si l'histoire des femmes n'a pas pris le dessus sur celle de la famille¹³ ; les connaissances accumulées par des générations successives d'historiens, de juristes et de théologiens ont récemment fait l'objet d'une synthèse magistrale : il faut saluer l'entreprise collective menée par M. Benkheira, A. Giladi, C. Mayeur-Jaouen et J. Sublet qui aura permis d'examiner la validité d'un modèle général de famille islamique à partir de l'exploitation de sources arabes (Coran, hadîth, archives juridiques...), et de faire le point sur des domaines aussi variés que l'univers de la parenté, les noms propres, les conceptions juridiques, la notion d'enfance, les registres de l'affectif dans la relation entre enfants et parents, ou encore la place des saints dans les références familiales¹⁴.

Le constat est différent pour ce qui est de l'histoire de la famille en Méditerranée orientale, car le point de départ n'était pas le même. Du côté des historiens, les règles du jeu ont été fixées, et bien fixées, par l'institution longtemps dominante en matière d'étude de la famille, à savoir le Groupe de Cambridge pour l'histoire de la population et de la structure sociale. À partir de la ligne de séparation tracée par J. Hajnal entre Saint-Petersbourg et Trieste pour différencier deux systèmes de mariage, P. Laslett a conçu une typologie géographique en quatre zones (Ouest, Ouest/central, Méditerranéen, Est), chacune étant caractérisée par un *household formation system* spécifique¹⁵. Dans le cadre de cette *four-region hypothesis*, le type méditerranéen a été défini notamment par un âge de mariage élevé pour les hommes et bas pour les femmes, des taux de mariage élevés, et des proportions de familles élargies très élevées¹⁶. Les spécialistes des Balkans ont salué l'ouverture comparative du modèle, ont reconnu les apports de la méthode, et se sont efforcés d'exploiter des sources quantitatives de même type¹⁷. Mais ils ont souligné les nombreuses limites d'une modélisation qui ne prenait qu'incidemment en compte les particularités d'une péninsule balkanique pourtant incluse dans la typologie, avant de proposer des études plus fines dont les résultats sont restés sans appel : selon eux, les structures de parenté balkanique n'ont jamais présenté d'unité, pas plus méditerranéenne qu'orientale, et les familles élargies d'Albanie ont toujours été bien différentes des familles élargies de Slovaquie¹⁸.

13. Pour des exemples d'imbrication entre histoire des femmes et histoire de la famille, voir Judith Tucker, « The Arab family in History », dans Judith Tucker (dir.), *Arab Women : Old Boundaries, New Frontiers*, Bloomington / Indianapolis, Indiana University Press, 1993 ; Judith Tucker, *In the House of the Law : Gender and Islamic Law in Ottoman Syria and Palestine*, Berkeley, University of California Press, 1998 ; Amira El Azhary Sonbol (dir.), *Women, the Family and Divorce Laws in Islamic History*, Syracuse, N.Y., Syracuse University Press, 1996.

14. M. Benkheira et al., *La famille en islam d'après les sources arabes*, op. cit.

15. John Hajnal, « European Marriage Patterns in Perspective », dans David V. Glass et David E. C. Eversley (dir.), *Population in History*, London, Edward Arnold, 1965, p. 101-143.

16. Peter Laslett, « Family and Household as a Work Group and Kin Group : Areas of Traditional Europe Compared », dans Richard Wall et Peter Laslett (dir.), *Family Forms in Historic Europe*, Cambridge, Cambridge University Press, 1983, p. 525-528.

17. Les registres *nüfus* et *cizye* par exemple (Maria Todorova, *Balkan Family Structure and the European Pattern : Demographic developments in Ottoman Bulgaria*, Washington D. C., American University Press, 1993, p. 175-176).

18. Karl Kaser, « Introduction : Household and Family Contexts in the Balkans », *The History of the*

Entre-temps, les anthropologues se sont mobilisés pour concevoir des cadres d'observation adaptés à une Méditerranée étudiée en son arc oriental (Tunisie, Liban, Israël, Turquie, Grèce, Albanie), forgés avec d'autres outils et inspirés de la consultation d'autres sources¹⁹. Ils ont dessiné, en des termes précis, le portrait d'une famille partout scindée par une opposition fondamentale entre le monde des hommes, marqué par la défense de la position du groupe agnatique sur l'échelle des prestiges, et le monde des femmes, tourné vers la gestion quotidienne interne de la maisonnée, le soutien apporté au conjoint en toutes occasions, avec, comme horizon ultime, le développement de la progéniture – la naissance d'un fils assurant à sa mère, considérée jusqu'alors comme une étrangère, la sécurité et la reconnaissance statutaire dans la famille du mari ; d'un côté, la famille comme lieu stratégique de défense formelle d'une position sociopolitique ; de l'autre, la famille comme espace d'intérêts limités et d'objectifs domestiques immédiats. Avec une évolution dominante, partout : la famille « conjugale » aurait remplacé « graduellement » mais « sûrement » les groupes élargis, donnant un poids croissant à l'univers féminin²⁰.

Entre la tradition historique et l'optique anthropologique, entre les pays balkaniques et la Méditerranée orientale, une synthèse a fini par se faire, mais sur le mode d'une opposition sans nuances aux modèles consacrés : le doute a été jeté sur l'existence d'une « matrice unique des modalités culturelles et sociales de la famille »²¹ ; et il n'a pas fallu se forcer pour démontrer que bien des réalités mises à jour à partir de sources occidentales n'existaient pas partout en Méditerranée²². Dans ce périmètre critique, on a pu voir pénétrer quelques ottomanistes, plus désireux de décrire paysans, soldats, bureaucrates et oulémas au sein de rapports de parenté et dans l'intimité des univers familiaux que d'identifier ce qu'on appellerait aujourd'hui une micropolitique de la famille, ou, pour parler en sociologue, des variations de rôle selon les degrés de parenté, et encore moins, des gammes de préférences individuelles ou des tactiques de contournement de

Family, vol. 1, n° 4, 1996, p. 375-386 ; Michael Mitterauer, « Family contexts : The Balkans in European comparison », *History of the Family*, vol. 1, n° 4, 1996, p. 404.

19. Sur ce modèle, voir Peter Laslett et Richard Wall (dir.), *Family Forms in Historic Europe...*, *op. cit.* Sur son usage par les spécialistes de la Méditerranée orientale, voir Alan Duben, « Turkish Families and Households in Historical Perspective », *Journal of Family History*, vol. 10, n° 1, March 1985, p. 75-97 ; Deniz Kandiyoti, « Social Change and Family Structure in a Turkish Village », dans John G. Peristiany (dir.), *Kinship and Modernization in Mediterranean Society*, Rome, The Center for Mediterranean Studies, 1976, p. 61-71 ; Deniz Kandiyoti, « Continuity and Change in the Family », dans Türköz Erder (dir.), *Family in Turkish Society*, Ankara, Turkish Social Science Association, 1985, p. 23-42.
20. John G. Peristiany, « Introduction », dans *Id.* (dir.), *Mediterranean Family Structures*, Cambridge, Cambridge University Press, 1976, p. 2.
21. Piergiorgio Solinas, « La famille », dans Fernand Braudel et Georges Duby (dir.), *La Méditerranée. Les hommes et les héritages*, Paris, Flammarion, 1986, p. 81-120.
22. Voir par exemple Alan Duben, « Turkish Families... », art. cit., p. 86-87, qui compare les résultats de ses enquêtes à ceux présentés par Richard M. Smith, « The People of Tuscany and their Families in the Fifteenth Century : Medieval or Mediterranean ? », *Journal of Family History*, vol. 6, 1981, p. 107-128 et David Herlihy et Christiane Klapisch-Zuber, *Les Toscans et leurs familles. Une étude du cadastre florentin de 1427*, Paris, PNFNSP, MSH, 1978, p. 393-419.

la norme²³. L'important était d'identifier, hors des précédentes propositions, une famille ottomane certes pareillement gouvernée – qu'on la considérât comme européenne ou asiatique, musulmane, chrétienne ou juive – par un « régime » ou un « ordre » patriarcal dans lequel chacun avait son rang et devait le tenir, mais destabilisée, elle aussi, par les tremblements de la modernité²⁴.

Pour finir ce tour d'horizon historiographique sur la famille, arrêtons-nous un instant sur le cas du mariage, lieu d'observation obligé des réalités familiales, pour les voyageurs d'antan comme pour les historiens d'aujourd'hui, en passant par les romanciers et les sociologues. Le mariage a ses questions toujours ouvertes, la première étant la pratique de la polygamie chez les musulmans ; il a ses institutions établies, le *mahr* qui a fait couler beaucoup d'encre, sorte de symétrique oriental de la dot²⁵ ; il a ses rites : de la tournée des « marieuses » (qui cherchent au plus proche le meilleur parti²⁶) à la signature du contrat, rien n'est laissé au hasard et aucune place n'est dévolue aux préférences personnelles. Comment pourrait-il en être autrement dans une société où – nous affirme-t-on – « l'individualisme était inconnu, l'être humain n'était pas concevable en dehors de son cadre familial »²⁷ ? Seulement voilà, la modernité donne des ailes aux jeunes gens. Lieu de traditions figées, monde du mariage universel et précoce²⁸, la famille devient pour les romanciers, le théâtre privilégié, et pour les historiens, l'indicateur principal d'un chambardement inédit – même des sultanes osent refuser l'époux auquel on les destine²⁹. Les agents du changement sont clairement identifiables : les *Misérables*

23. Sur la question de la norme, cf. « Introduction » de M. Benkheira *et al.*, *La famille en islam...*, *op. cit.*

24. Jean-Pierre Mahé, « Structure sociale et vocabulaire de la parenté et de la collectivité en arménien contemporain », *Revue des études arméniennes*, t. XVIII, 1985, p. 339 ; Anahide Ter Minassian, « Une famille d'amirans arméniens : les Dadian », dans Daniel Panzac (dir.), *Histoire économique et sociale de l'Empire ottoman et de la Turquie (1326-1960)*, Louvain, Peeters, 1995, p. 505-519 ; Deniz Kandiyoti, « Bargaining with Patriarchy », *Gender and Society*, vol. 2, sept. 1988, n° 3, p. 274-290. Alan Duben est un de ceux qui nuancent l'importance du patriarcat chez les Ottomans, au motif que la femme exerce un pouvoir domestique particulier au sein de la maisonnée (« Nineteenth and Twentieth Century Ottoman-Turkish Family and Household Structures », dans Türköz Erder (dir.), *Family...*, *op. cit.*, p. 118).

25. Clause conditionnelle du contrat de mariage ; somme que le fiancé verse à la fiancée. Sur le *mahr* en Palestine, voir Martha Mundy et Richard Saumarez Smith, « *Al-Mahr Zaituna* : Property and Family in the Hills Facing Palestine, 1880-1940 », dans Beshara Doumani (dir.), dans *Family History...*, *op. cit.*, p. 119-150. Sur le *mahr* à Istanbul, voir Cem Behar, « Neighborhood Nuptials : Islamic Personal Law and Local Customs – Marriage Records in a Mahalle of Traditional Istanbul (1864-1907) », *International Journal of Middle Eastern Studies*, vol. 36, n° 4, Nov. 2004, p. 549-552.

26. Sur les *shadchanim* (« mariage brokers »), voir Leah Bornstein-Makovetsky, « Patterns of the Jewish Family : Characteristics of the Jewish Family in the Communities of Morea and Epirus in the Sixteenth Century », dans Daniel Panzac (dir.), *Histoire économique...*, *op. cit.*, p. 323-330. Voir aussi Anahide Ter Minassian, « Une famille... », art. cit., p. 514-515.

27. Sabine Dirks, *La famille musulmane turque*, Paris, La Haye, Mouton, 1969, p. 56.

28. Abraham Marcus, *The Middle East on the Eve of Modernity. Aleppo in the Eighteenth Century*, New York, Columbia University Press, 1989, p. 196 ; Philippe Fargues, « Le monde arabe... », art. cit., p. 444.

29. Olivier Bouquet, « The Imperial Damads : How Should We Write Their History ? », conférence à l'Institut Français d'Études Anatoliennes, Istanbul, 1^{er} fev. 2010.

(http://www.ifea-istanbul.net/website/index.php?option=com_content&task=view&id=1756&Itemid=1001 ; consulté le 2-11-2010).

d'Hugo, *Atala* de Chateaubriand ou *Paul et Virginie* de B. de Saint-Pierre sont traduits – les années 1870 sont l'âge d'or du roman français ; de même, les pièces de théâtre, à commencer par *Télémaque* de Fénelon en 1862. Les lecteurs (dont certains se font auteurs) y puisent une conception romantique de l'amour qui n'a rien d'ottoman, y goûtent tout particulièrement la description des personnages qui aspirent à la vie occidentale, sans pour autant parvenir à l'assimiler³⁰. Au-delà des jeunes gens, et des jeunes femmes³¹, il y a dans l'univers de la famille comme un embourgeoisement des pratiques, comme un « sentiment de la famille » qui envahit l'univers des conversations et des représentations. Cem Behar et Alan Duben le notent : les portraits des parents avec leurs enfants se multiplient à Istanbul³². C'est là une expression nouvelle de la « famille sentimentale », telle qu'elle existe en Europe occidentale, caractérisée par un sens très particulier de solidarité qui lie entre eux les membres de l'unité domestique et les sépare, en même temps, du reste de la collectivité³³.

Études arabes et ottomanes : (un) ensemble

Sur ce sujet de l'évolution contemporaine de la famille, les études arabes et ottomanes ont tout pour faire un bout de chemin ensemble. Dans les années 1960-1970, on se réunissait pour parler des villes. Depuis, les colloques se multiplient sur les femmes et la famille ; à telle enseigne que C. Mayeur-Jaouen a choisi de traiter conjointement familles arabes et ottomanes, dans le chapitre qu'elle consacre aux familles du Moyen-Orient contemporain³⁴. Je m'appuie sur sa réflexion, me plaçant ici surtout du côté des turcologues et des ottomanistes.

Les premiers ont trouvé mille raisons de se détourner de la comparaison avec le monde arabe : dès les premiers temps de la République turque, il n'était question que de modernisation, c'est-à-dire d'occidentalisation ; le Proche-Orient servait alors de repoussoir, avec, comme pivot d'éloignement principal, la question de la polygamie, décrite comme étrangère aux peuples turcs antéislamiques, et aux campagnes ottomanes, heureuses conservatrices de la culture de ces peuples depuis les derniers Seldjoukides ; sous les Ottomans, on disait cette pratique excep-

30. Taner Timur, « Le Roman turc à ses débuts », *ANKA. Revue d'art et de littérature de Turquie*, vol. 16-17, 1992, p. 9-23.

31. George W. Gawrych, « Şemseddin Sami, Women and Social Conscience in the Late Ottoman Empire », *Middle East Studies*, vol. 46, n° 1, jan. 2010, p. 97-115 ; Catherine Mayeur-Jaouen, « L'émergence du couple à la fin de l'Empire ottoman », colloque *Les réformes contemporaines du droit de la famille dans les sociétés musulmanes* (6-8 novembre 2007, organisé par Mohammed Hocine Benkheira et Pierre Bonte), *Droit et religions, Annuaire*, vol. 4, Presses Universitaires d'Aix-Marseille, 2009, p. 109-120.

32. Alan Duben et Cem Behar, *Istanbul Households. Marriage, Family and Fertility. 1880-1940*, Cambridge, Cambridge University Press, 1991, p. 232 sq.

33. Edward Shorter, *Naissance de la famille moderne, XVIII^e - XX^e siècle*, Paris, Seuil, 1977 (trad. fr.), p. 254. Pour une étude précise des sentiments au sein des familles arabes, voir M. Benkheira et al., *La famille en islam*, op. cit.

34. C. Mayeur-Jaouen, Chapitre VIII, dans M. Benkheira et al., *La Famille en islam...*, op. cit.

tionnelle, limitée à quelques catégories sociales³⁵ – les travaux d'A. Duben en ont fait l'hypothèse pour les campagnes anatoliennes et l'on prouvé pour Istanbul³⁶. Dans un effort distinct de celui poursuivi par les folkloristes et ethnologues, partis à la recherche d'une famille turque médiévale préservée, les ottomanistes s'évertuaient, à partir des années 1950, à rallier le peloton de la démographie historique ; à l'aide de l'examen des registres de recensement *tabrir*, ils exploraient les formes de distribution des confessions sur les territoires – M. Toksöz revient à cette question dans ce volume, quand elle traite de l'implantation des Grecs à Mersin. Il n'était en fait question de famille que dès lors qu'il était question de population – du reste, les chapitres des manuels et ouvrages de référence utilisés à l'heure actuelle témoignent de ce déséquilibre³⁷. On regardait aussi vers les Balkans : le groupe de Cambridge avait constitué un bon point de comparaison, en explorant l'un des anciens concepts-vedettes de l'ethnologie, la *zadruga* serbe, famille élargie présentée par P. Laslett comme dominante en Europe du Sud-Est³⁸. Si certains ottomanistes mesurèrent une évolution (progressive mais encore limitée dans certaines régions) de la famille lignagère ouverte à la famille nucléaire fermée, d'autres montrèrent que les sources disponibles ne rendaient compte de la *zadruga* que pour les XVIII^e et XIX^e siècles, période où elle était loin d'être statistiquement dominante³⁹ ; et qu'il était donc « présomptueux » de vouloir en faire une forme balkanique généralisée⁴⁰.

Ce qui unissait les deux perspectives géographiques était une question presque obsessionnelle, un même clou sur lequel des générations d'ottomanistes ne cessèrent de taper à partir des années 1950 : le *hane*, objet d'un double débat. Le premier portait sur la définition du terme : Ö. L. Barkan y avait vu un foyer, non au sens de personnes vivant sous le même toit, mais formant une « famille

35. Sabine Dirks, *La famille...*, *op. cit.*, p. 55.

36. Alan Duben, « Household Formation in Late Ottoman Istanbul », *International Journal of Middle Eastern Studies*, vol. 22, 1990, p. 424-426.

37. Sur le modèle de deux manuels de référence : Donald Quataert, *The Ottoman Empire. 1700-1922*, Cambridge, Cambridge University Press, 2000, p. 111-119 ; Halil Inalcik et Donald Quataert (dir.), *An Economic and Social History of the Ottoman Empire*, Cambridge, Cambridge University Press, 1997 (rééd.), p. 777-797.

38. Pour reprendre l'expression de Jean-François Gossiaux, « La *Snaha*. Communauté familiale et statut de la femme chez les Slaves du sud », *Études balkaniques*, vol. 3, 1996, p. 187 ; E. A. Hammel fait usage des recensements ottomans du XVI^e siècle dans son étude sur la *zadruga* (« The *zadruga* as process », dans Peter Laslett et Richard Wall (dir.), *Household and Family Structure in Past Time. Comparative Studies in the Size and Structure of the Domestic Group over the Last Three Centuries*, Cambridge, Cambridge University Press, 1972, p. 335-373 ; Peter Laslett et Marilyn Clarke, « Houseful and Household in an Eighteenth-Century Balkan City : A Tabular Analysis of the Listing of the Serbian Sector of Belgrade in 1733-4 », dans P. Laslett et R. Wall (dir.), *Household and Family...*, *op. cit.*, p. 375-400.

39. Pour une étude sur la variation de la taille de la famille élargie, voir Traian Stoianovich, « Family and Household in the Western Balkans, 1500-1870 », dans *Memorial Ömer Lütüf Barkan*, Paris, Maisonneuve, 1980, p. 189-203. Pour une réflexion d'ottomaniste sur la *zadruga*, voir Maria Todorova, « Myth-Making in European Family History : The *Zadruga* Revisited », *East European Politics and Societies*, vol. 4, 1989, p. 30-76.

40. Maria Todorova, « Situating the Family of Ottoman Bulgaria within the European Pattern », *The History of the Family*, vol. 1, n° 4, 1996, p. 443-459.

économiquement indépendante»⁴¹ ; N. Göyünc considérait que le terme pouvait être pris dans un sens tout autre, celui de foyer fiscal (*avariz hanesi*) ; pour A. Duben, il s'agissait d'une maison dans le double sens de *house* et de *household*⁴² ; pour T. Okawara, d'un foyer de résidence permanent⁴³. Une seconde interrogation concernait la taille des *hane*, d'où dérivait «le lancinant problème toujours ouvert du "coefficient multiplicateur"»⁴⁴, clé du dénombrement impérial dans son ensemble : chacun s'évertua, en fonction de ses sources, à modifier la référence canonique de Barkan (un *hane* = 5 personnes)⁴⁵, après que M. Cook et B. McGowan eurent méthodiquement expliqué en quoi celle-ci ne semblait plus devoir être canonique⁴⁶. Et les historiens du monde arabe s'invitèrent au débat⁴⁷.

Mais si les arabisants et les ottomanistes avaient cheminé séparément, ils avaient suivi des voies parallèles. Dans les départements universitaires de *middle eastern studies*, les chercheurs enseignaient aux mêmes étudiants. Aux archives, ils se croisaient moins. Il fallut attendre longtemps avant qu'on vît des arabisants s'installer aux archives de la Présidence du Conseil à Istanbul, et prendre conscience de l'incroyable richesse des fonds arabes de la capitale impériale ; quant aux ottomanistes, ils tardèrent davantage encore à se déplacer vers les registres de Damas ou du Caire. Surtout, les sources dont les spécialistes maîtrisaient de mieux en mieux le contenu procédaient souvent des mêmes institutions, principalement juridiques, car le droit était en grande partie commun : actes de fondation pieuse, registres de *cadi*, inventaires après décès, registres fonciers, successions vacantes. Ils investissaient donc les mêmes lieux d'observation : identification de la structure de la famille (élargie, nucléaire), mise en évidence de rapports d'imbrication avec des unités englobantes (tribales, bien souvent) et hégémoniques (l'État fiscal et militaire). Ils cherchaient à mesurer des réalités voisines : le maintien ou l'érosion de formes patriarcales, l'affirmation du rôle politique (au sein du harem) et du poids économique (dans les fondations pieuses) des femmes, la réalité de la pratique de la polygamie (plus limitée qu'on n'avait pu le croire). Ils se souciaient désormais de comparer les familles musulmanes aux autres confessions, tout en tenant compte du poids des divisions internes à chaque minorité – Anne Le Gall-Kazazian rappelle ici le maintien des séparations matrimoniales

41. Halil İnalçık et Donald Quataert (dir.), *An Economic and Social History...*, *op. cit.*, vol. 1, p. 25. C'est la conception défendue par Ömer L. Barkan («Tarih Demografi Araştırmaları ve Osmanlı», dans *Türkiyat Mecmuası*, vol. 10, 1953, p. 1-26).

42. Alan Duben, «Turkish Families and Households in Historical Perspective», *Journal of Family History*, vol. 10, n° 1, March 1985, p. 75-97, p. 77-80.

43. Tomoki Okawara, «Size and Structure of Damascus Households in the Late Ottoman Period as Compared with Istanbul Households», dans Beshara Doumani (dir.), *Family History...*, *op. cit.*, p. 51-75, p. 56.

44. Gilles Veinstein, «Esquisse d'un bilan», dans Daniel Panzac (dir.), *Histoire économique...*, *op. cit.*, p. 880.

45. Ömer L. Barkan, «Tarih Demografi...», art. cit.

46. Michael Cook, *Population Pressure in Rural Anatolia, 1450-1600*, London, Oxford University Press, 1972, p. 85, 90, 98 ; Bruce McGowan, «Food Supply and Taxation on the Middle Danube (1568-1579)», *Archivum Ottomanicum*, vol. 1, 1969, p. 157-164. Pour un bilan sur le débat de la taille des *hane*, voir Tomoki Okawara, «Size...», art. cit., p. 60-61.

47. Jean-Paul Pascual, *Damas à la fin du XVI^e siècle*, Damas, IFEAD, 1983, p. 26.

entre familles catholiques et apostoliques au sein de la communauté arménienne d'Égypte ; ils identifiaient une évolution commune de la période moderne à l'époque contemporaine : la dissolution des anciennes bases économiques, sous l'effet de l'urbanisation et de l'industrialisation, comme facteur de désagrégation de familles multiples en des systèmes cellulaires plus autonomes.

De quoi parlons-nous ?

Nous ne cherchons nullement à nous inscrire dans aucun des domaines d'études présentés, encore moins à les explorer ensemble – à huit, nous aurions bien du mal. Car nous ne parlons pas tant de la famille que des grandes familles. Nous observons des successions générationnelles dérivées de cristallisation de fortunes et de prestiges, plus que des rapports de parenté forgés dans et au-delà des lieux d'habitation. Nous n'avons pas pour objectif de dégager des structures familiales traditionnelles rurales et urbaines. Tout au plus serions-nous heureux de décrypter quelques formes de développement, de repli ou de conversion ; de mesurer le degré de modification de l'univers familial au contact du changement social et des évolutions politiques, d'inventorier les relations entre groupe familial et communauté environnante. Surtout, nous aimerions comprendre pourquoi et comment les familles dont nous traitons ont fait famille, à leur manière, mais aussi à partir d'appuis et de références dont elles n'avaient pas nécessairement le monopole ; et comment ainsi, ou malgré tout, elles sont devenues des grandes familles bien particulières.

Reconnaissons que nous allons à rebours de ceux qui, au contact ou sous l'influence de l'histoire de la famille en Occident, ont voulu élargir l'histoire des grandes familles (longtemps vouée à l'érudition nostalgique et réactionnaire, illustration d'un ordre et d'un ensemble de valeurs ruinés par la démocratisation et l'industrialisation des sociétés) au plus grand nombre, profitant ainsi de l'élargissement de la notion de sources⁴⁸. Cependant notre démarche n'est pas un simple retour en arrière : il est vrai que nous regardons la même chose qu'on eût regardée en parlant de grandes familles il y a un demi-siècle (en gros, des dynasties et des élites), mais nous aimerions les regarder différemment, et inclure dans l'étude quelques-unes de celles qui ont échoué à le devenir – c'est tout l'objet de la contribution de M. Oualdi. Hors de question, de même, de conférer aux grandes familles un devenir historique particulier dont seraient dépourvues les autres familles, de réserver aux élites la capacité à concevoir de nouvelles formes qui ne seraient communiquées aux couches inférieures que par percolation⁴⁹. Il s'agit avant tout de faire usage de sources considérées comme classiques par les occidentalistes, parfois moins utilisées de notre côté (les généalogies par exemple), autant que de mobiliser des archives *a priori* fort éloignées des univers familiaux (les rapports de police).

48. Piernigorgio Solinas, « La famille... », art. cit.

49. Pour reprendre une critique d'André Burguière adressée en son temps à Edward Shorter et Lawrence Stone (André Burguière (dir.), « Famille », *Dictionnaire des sciences historiques*, Paris, PUF, 1986, p. 274-278).

Comment faire ?

Lorsque la famille est célèbre, les sources nombreuses, l'arbre généalogique riche et facilement actualisable, la description d'ensemble menace de se faire saga, et la trajectoire individuelle destin. Il faut se méfier : plus la famille est grande, plus l'individu semble déterminé comme être de parenté, de filiation et de transmission ; tout se passe comme si, dans une grande famille, on était et on restait de sa famille, comme si on agissait uniquement, sinon avant tout, à ce titre. L'objet historique est alors marqué par une réification des rôles et des identités, pour reprendre les termes de Berger et Luckman⁵⁰. On en viendrait presque à oublier que la grande famille est le produit d'un discours, parfois un lieu d'invention généalogique, et que ce sont souvent les descendants qui font de leur famille une grande famille. On les voit à l'œuvre ces redoreurs de blason qui, une fois passées plusieurs générations, une fois acquis prestige et fortunes, identifient un fondateur, admirable lieu de toutes les origines ; c'est tantôt le premier cité dans la généalogie (le probant disent les généalogistes), sinon le plus ancien ascendant connu ; tantôt le créateur d'un cadre de développement et de reconnaissance dominant et fédérateur, une fondation pieuse par exemple – O. Bouquet analyse ce cadre pour les descendants de Halil Hamid Pacha ; tantôt encore celui qui fait fortune, crée la modeste entreprise familiale à l'origine du puissant *holding* (A. Albayrak).

Si l'on s'en remet au discours des intéressés, c'est que, dans bien des cas, on ne sait pas déterminer au juste quand et comment une grande famille se constitue comme telle. Tout au plus sait-on qu'à bien des égards, avant d'être différentes, les familles dont nous parlons sont, et restent, des familles comme les autres : elles doivent affronter les mêmes épidémies, et leurs enfants tombent aussi lorsque le choléra frappe, comme par exemple au Caire, en 1848 (A. Le Gall-Kazazian). La tâche est difficile : il faut déterminer ce qui les inclut au sein des familles autant que ce qui les en sépare et les en distingue. Comment faire ?

L'examen de l'historiographie de la famille a au moins révélé ceci : on s'expose à une volée de critiques, justifiées, à vouloir échafauder un modèle de grande famille, à procéder à l'inventaire de conditions nécessaires ou suffisantes, à identifier par exemple des structures de parenté particulières, à voir si une grande famille est élargie ou du moins patriarcale – ce qui est peut-être attesté pour une grande partie des sociétés indo-européennes⁵¹, mais moins pour celles qui nous occupent –, ou à l'inverse, en cours de nucléarisation à l'époque contemporaine. Convenons qu'il n'est pas obligatoire de constituer un paradigme de plus, et qu'il est vain de dégager des critères de définition⁵². En cela, nous suivrons la leçon de sociologues et historiens occidentalistes⁵³ : ce qui caractérise les grandes familles

50. Peter Berger et Thomas Luckmann, *La construction sociale de la réalité* (trad. de l'américain), Paris, Méridiens Klincksieck, 1986, p. 126.

51. Jean-Pierre Mahé le confirme pour l'Arménie, jusqu'au XIX^e siècle (« Structure sociale... », art. cit., p. 339).

52. Alain Duploux, *Le Prestige des élites. Recherches sur les modes de reconnaissance sociale en Grèce entre les X^e et V^e siècles avant J.-C.*, Paris, les Belles Lettres, 2006.

53. Monique de Saint-Martin et Didier Lancien (dir.), *Anciennes et nouvelles aristocraties de 1880 à*

relève sans doute davantage de comportements à l'origine de modes de reconnaissance, d'un *prestige des élites* qui permet de les désigner comme telles⁵⁴. La nature même de notre lieu d'observation nous y aide : en dehors de quelques noblesses circonscrites (les familles chérifiennes par exemple), les grandes familles disposent rarement d'un statut officiel dans les pays envisagés.

À défaut d'entreprendre cette recherche des critères, faut-il alors tourner nos efforts vers l'identification de biens détenus en monopole, en propre ? On n'est pas certain, là non plus, d'aboutir à quoi que ce soit. Prenons le cas des noms de famille. B. Doumani (pour la Palestine) et Ph. Bourmaud (pour Naplouse) notent que les classes populaires n'avaient que rarement l'usage des noms de famille⁵⁵ ; M. Meriwether lit dans l'usage récurrent de noms de famille (la *nisba*, en fait) repéré à Alep la marque d'une position élitaires⁵⁶. Admettons que le nom mis en commun soit affaire de famille. Reste à comprendre pourquoi les élites se dotent de noms de famille – tels les Tcherakian et les Nubarian, étudiés par A. Le Gall-Kazazian ; et pourquoi, comme le signale M. Volait, on assiste à des phénomènes de « fixation » patronymique, selon deux systèmes d'indexation possible (premier ou second nom). Est-ce à dire que le nom est le symbole d'une conscience de statut, davantage la marque d'une reproduction sociale à l'œuvre, ou encore la traduction d'un rapport de parenté modifié (pour le dire autrement, d'un réagencement du patriarcat) ? Les spécialistes répondent différemment : les élites du XVIII^e siècle estiment nécessaire d'acquérir des noms de famille, sous l'effet d'une conscience de statut grandissante, soutient M. Zilfi⁵⁷ ; il faut y voir plutôt la marque de modifications de rapports sociaux et de liens intrafamiliaux, pensent M. Meriwether et L. Schatkowski-Schilcher⁵⁸.

De même veut-on bien voir les grandes familles comme des miroirs de la société politique de leur temps, de l'Empire en décomposition, des factions politiques dominantes, et des États-nations émergents. Oui, mais à l'aune des structures politiques qui ont facilité, sinon toléré, leur expansion, et comme des corps historiques en devenir, peut-être réorientés sous l'effet de stratégies, mais aussi ballotés au hasard des circonstances – le service du sultan, du bey ou du khédivé reste à notre époque un univers d'incertitude, un lieu de hauts risques, souligne M. Oualdi. On trouve mille fausses raisons de décrire ces familles comme déterminées par une sorte de *telos* moderniste ou autre propice intention morale (*Gesinnung*), dans les diverses étapes de leur histoire annoncée, de leur formation

nos jours, Paris, MSH, 2007.

54. Alain Duploux, *Le Prestige des élites...*, *op. cit.*

55. Beshara Doumani, *Rediscovering Palestine : Merchants and Peasants in Jabal Nablus, 1700-1900*, Berkeley, University of California Press, 1995, p. 63 ; Philippe Bourmaud, « Des notables locaux et nationaux : les familles Abu Ghazaleh et Khalidi et la profession médicale, de l'époque ottomane au mandat britannique en Palestine », dans le présent volume.

56. Margaret Meriwether, *The Kin who Count : Family and Society in Ottoman Aleppo 1770-1840*, Austin, University of Texas Press, 1999, p. 35-36.

57. Madeleine Zilfi, « Elite Circulation in the Ottoman Empire : Great Mollas of the Eighteenth Century », *Journal of the Economic and Social History of the Orient*, vol. XXVI, 1983, p. 318-363.

58. Margaret Meriwether, *The Kin...*, *op. cit.*, p. 51 ; Linda Schatkowski-Schilcher, *Families in Politics : Damascene Factions and Estates of the 18th and 19th Centuries*, Stuttgart, Steiner Verlag, 1985.

ou leur ascension, jusqu'à leur retrait ou leur chute. Tout porte les historiens à adopter cette terminologie⁵⁹ : la conception orientale classique des trajectoires de carrière individuelles, du recrutement comme esclave à la disgrâce comme grand vizir ; le *topos* d'Ibn Khaldun (cité en exergue) qui postule que le lignage contient un principe de dégénérescence, et que le prestige d'une famille s'éteint au bout de quatre générations ; les chroniques ottomanes (et l'historiographie du déclin qui en procède, avec sa perpétuelle contestation anglo-saxonne) qui décrivent partout le dépérissement des institutions classiques. Du côté occidental non plus, les sources d'inspiration ne manquent pas : de la conception d'un seuil des générations qui fait dire à un S. Maugham qu'il faut quatre générations pour faire un *gentleman*, à l'idée (explorée par les plus grands artistes, de S. Kierkegaard à O. Welles en passant par Th. Mann) selon laquelle la bourgeoisie se forme par le concours des grandes familles en ascension, et se renouvelle par leur disparition⁶⁰.

Sans doute déclinisme, essentialisme et évolutionnisme ne mènent-ils à rien de bon. Mais cela ne signifie pas que les grandes familles n'étaient pas marquées par des prises d'opportunité, des changements abrupts, des ruptures de niveau, des ratés et des échecs. Claire Chatelain écrit : « Ainsi, il faut décrire ici l'histoire non d'une décadence, par l'effet d'une sorte d'illusion rétrospective, mais de tentatives avortées et perdues, une histoire de perdants »⁶¹. C'est précisément ce que tâche de faire M. Oualdi : comprendre pourquoi une grande famille échoue à se constituer comme telle. Nous disposons au moins de marqueurs politiques. Changement de règne, changement de régime, tout semble alors se jouer : si certaines familles parviennent à épouser le nouvel esprit des institutions, à faire corps avec l'idéologie républicaine (D. Behar), à figurer aux yeux du public comme l'incarnation sociale idéale du régime (A. Albayrak), en dépit de l'entreprise d'autocélébration engagée par les lignées, d'autres sont en revanche condamnées au retrait et à l'exil (O. Bouquet, A. Kazazian, M. Volait).

On a envie de faire simple, de dire que les grandes familles sont des familles qui font mieux que les autres, lorsqu'il s'agit de prendre la mesure des enjeux du temps, ou de contourner les difficultés de l'époque ; qu'elles ont une capacité supérieure à mobiliser les ressources et les prestiges ; qu'elles ont certainement des

59. Butrus Abu-Manneh, « The Husaynis : The Rise of a Notable Family in 18th Century Palestine », dans David Kushner (dir.), *Palestine in the Late Ottoman Period. Political Social and Economic Transformations*, Leiden, Brill, 1986, p. 93-108 ; Adam Sabra, « Household Sufism in Sixteenth-Century Egypt. The Rise of al-Sāda al-Bakriya », dans Rachida Chih et Catherine Mayeur-Jaouen (dir.), *Le Soufisme à l'époque ottomane*, Le Caire, IFAO, 2010, p. 101-117 ; Jane Hathaway, *The Politics of Households in Ottoman Egypt. The Rise of the Qazdaglis*, Cambridge, Cambridge University Press, 1997 ; Şahin Canay, *The Rise and Fall of an Ayan Family in Eighteenth Century : The Caniklizades (1737-1808)*, Ph.D., Bilkent University, 2003.

60. Pour une réflexion sur le seuil des générations, voir Béatrix de Wita, « L'énigme des trois générations », dans Martine Segalen (dir.), *Jeux de famille*, Paris, CNRS, 1991, p. 209-218. Claire Chatelain explique bien en quoi ce thème fut élaboré par les écrivains réalistes et naturalistes du XIX^e siècle et du début du XX^e siècle, désireux de distinguer les différents stades d'évolution historique menant de l'ascension volontariste, mercantile et bourgeoise, à la génération esthétique et mystique, culminant dans la figure de l'artiste hors normes (*Chronique d'une ascension sociale. Exercice de la parenté chez de grands officiers (XVI^e - XVII^e siècles)*, Paris, Éditions de l'EHESS, 2009, p. 119).

61. *Ibid.*, p. 120.

« stratégies » éducatives plus affinées – A. Le Gall-Kazazian en examine quelques-unes ; qu'on y parle mieux le français qu'ailleurs au XIX^e siècle ; qu'on y voyage plus. On dira, en somme, que ces familles s'aménagent un accès prioritaire à la nouveauté, ou si l'on veut, à la modernité. Mais on devra alors admettre que ce n'est pas parce qu'elles possèdent des biens, cultivent des talents et font fructifier des capitaux, qu'elles les exploitent tous et pareillement ; ce n'est pas, par exemple, parce qu'on trouve parfois chez elles un piano – grand indicateur de modernité pour les orientalistes –, que le nouvel instrument occupe désormais le centre de la vie de la famille, comme c'est le cas chez les Dadian, et que tout le monde s'en approche ; non seulement ne joue pas les Études de Chopin qui veut, mais il faut imaginer qu'une distinction sociale existe chez les grandes familles qui passe – D. Behar envisage ici cette possibilité – par la discrétion, la retenue, voire la dénégation⁶².

Le choix des sources

Et puis il faut se mettre au travail. Le plus simple est toujours de partir des sources produites ou détenues par les grandes familles. Car dans le cadre d'études monographiques, les documents sont souvent épars : M. Volait le dit clairement, au début de son étude sur les Fahmy. Que parvient-elle à recueillir ? Une notice nécrologique, quelques photographies de construction, de rares dessins d'architecture, des brevets de décoration, une liste de travaux, des rapports administratifs, quelques lettres isolées, des documents produits par les administrations pour lesquelles Mahmoud et Moustapha Fahmy, grands commis de l'État, ont travaillé, des notices biographiques, des publications de réalisation architecturale, des lettres identifiées dans les archives européennes, des témoignages de contemporains. C'est bien peu, dit-elle. On peut avoir un avis différent : si les sources sont éparses, elles n'en sont pas moins variées, à la fois privées et publiques, manuscrites et imprimées, au point de permettre à M. Volait d'en proposer une étude détaillée et, tout compte fait, un portrait assez complet.

Les modes d'expression documentaires des grandes familles étaient nombreux – c'est un point commun avec la Méditerranée occidentale. Dans certains cas on ne sait plus où donner de la tête : testaments, procès, lettres aux proches (intimes et (ou) collègues), mémoires, arbres généalogiques, livres d'or, photographies. On est surpris par la quantité de papiers conservés par les familles. On sait qu'elles n'avaient pas toujours le choix. Qu'on pense aux actes *vakfiye* (arabe : *waqfiya*), indispensables pour déterminer les droits des descendants et désigner l'administrateur d'une fondation pieuse ; il est bien normal que la part belle ait été faite aux archives de cette « institution emblématique du monde musulman » (J. C. Garcin⁶³) qu'était le *vakf* : on sait désormais qu'elle a été, à plusieurs

62. Pierre Bourdieu, *La Noblesse d'État. Grandes écoles et esprit de corps*, Paris, Minuit, 1989, p. 548-559.

63. Jean-Claude Garcin, « Le waqf est-il la transmission d'un patrimoine ? », dans Joëlle Beaucamp et Gilbert Dagron (dir.), *La transmission du patrimoine. Byzance et l'aire méditerranéenne. Travaux et mémoires du Centre de Recherche d'Histoire et Civilisation de Byzance*, Paris, De Boccard, 1998,

époques, la base de la fortune des familles – au XVIII^e siècle, les proportions sont extraordinaires. Mais la particularité des grandes familles est qu'elles ont souvent le souci, et pas seulement l'obligation, de laisser des traces – de plus en plus, note O. Bouquet au sujet des descendants de Halil Hamid Pacha ; en sorte qu'il suffit de consulter quelques annuaires téléphoniques pour retrouver les descendants et organiser avec eux des entretiens : six auteurs du présent dossier l'ont fait.

Tous ont croisé les informations tirées de sources diverses : en huit articles, sont exploités mémoires, autobiographies, papiers privés, généalogies, documents diplomatiques, rapports administratifs. On laisse de côté, il est vrai, quelques sources fondamentales et fondatrices de l'histoire des familles au Moyen-Orient : recensements (à commencer par celui mené au Caire en 1848⁶⁴), inventaires après décès, registres des tribunaux, contrats de mariage – M. Oualdi note bien toute l'importance que ces documents ont acquise dans l'histoire de la famille⁶⁵. Mais c'est aussi parce que ces sources ont été bien étudiées qu'on peut essayer de faire autre chose, ce d'autant qu'on aurait tant à dire sur celles qui, *a priori*, n'ont rien à voir avec les familles, et qui, pourtant, ne cessent d'y faire allusion, et pas seulement par touches isolées. Les archives centrales d'Istanbul, si riches en décrets, *memoranda* officiels ou rapports d'espion, livrent peu à peu leurs secrets sur les grandes familles⁶⁶. Les histoires locales, hagiographies et histoires de confréries soufies, de plus en plus exploitées, fourmillent de détails. Ph. Bourmaud évoque le cas d'une histoire de Naplouse en cinq volumes, dans lequel l'auteur ne cesse de revenir à sa propre lignée ; le récit des événements se confond largement avec la vie de la famille de l'auteur, au détriment de l'évocation d'autres acteurs politiques et sociaux éminents. Mais publier (sur) ces sources ne suffit pas. Il reste à différencier, dans la lecture des témoignages et l'analyse des entretiens, l'imbrication, tantôt explicite tantôt subtile, de modes d'expression articulés (niveaux administratifs, registres littéraires, univers de l'affectif) ; et ce, en accordant une importance toute significative à trois sujets en particulier : l'usage des langues dont A. Le Gall-Kazazian souligne l'importance ; la redécouverte ou la constitution de noms de famille ; l'émergence de ce que P. Legendre appelle le principe généalogique⁶⁷.

p. 101. Citons quelques exemples du côté des ottomanistes : Metin Kunt, « The Waqf as an Instrument of Public Policy : Notes in the Köprülü Family Endowments », dans Colin Heywood et Colin Imber (dir.), *Studies in Ottoman History in honour of Professor V. L. Menage*, Istanbul, Isis, 1994, p. 189-198 ; Randi Deguilhem, « Naissance et mort du Waqf damascain de Hafza Hânûm al-Mûrahli (1880-1950) », dans Randi Deguilhem (dir.), *Le Waqf dans l'espace islamique*, Damas, IFEAD, 1995, p. 203-225.

64. Philippe Fargues, « The Stages of the Family Life Cycle in Cairo at the End of the Reign of Muhammad Ali, according to the 1848 Census », *Harvard Middle Eastern and Islamic Review*, vol. V, 1999-2000, p. 1-39.

65. Iris Agmon, « Text, Court and Family in Late-Nineteenth-century Palestine », dans Beshara Doumani (dir.), *Family History...*, *op. cit.*, p. 201-228 ; Leïla Blili, *Histoire de familles : mariages, répudiations et vie quotidienne à Tunis, 1875-1930*, Tunis, Script, 1999, cité par M. Oualdi.

66. Pour un exemple de ce qu'on peut trouver sur une famille dans les archives d'État, voir Yılmaz Kurt, « Menemencioğlu ile ilgili arşiv belgeleri », *Belleten*, vol. XXI, n° 25, 2000, p. 85-187.

67. Pierre Legendre, *L'inestimable objet de la transmission. Étude sur le principe généalogique en Occident*, Paris, Fayard, 1985.

Familles en monographie

Les historiens orientalistes ont beaucoup écrit sur les familles. Mais ils l'ont fait en ordre dispersé, par touches éparées, souvent monographiques. Les études sur les familles chrétiennes et juives de la région se sont multipliées, isolément⁶⁸. Sans doute faut-il y voir l'effet d'une culture diasporique, d'une recomposition mémorielle, pour ce qui est du nombre et de la richesse des travaux ; d'une conservation des sources par telle ou telle famille, du côté du choix de l'approche monographique. Si, à travers ces familles, les historiens ont souvent traité de mise en réseau, puis de retrait, d'exil, ou de diversification, leurs collègues islamisants ont plutôt souligné les processus d'ancrage local (grandes familles urbaines du Proche-Orient), d'intégration et d'ottomanisation d'opposants rentrés dans le rang⁶⁹, de captation patrimoniale (grandes familles centrales d'oulémas). Car ils les ont observées à la lumière des configurations urbaines, des administrations provinciales⁷⁰, ou des institutions classiques comme les *medrese*, fondations pieuses et centres soufis (turc : *zaviye* ; arabe : *zâwiya*). Ici aussi, les modes de localisation groupés des sources ont produit leur effet : les historiens se sont reportés, qui à telle loge derviche, qui à tel cimetière de famille. L'histoire des familles est aussi une histoire des institutions.

Nous suivons cette veine monographique. Mais nous avons voulu essayer d'introduire quelques jeux d'échelle, des espaces micro-comparatifs, à défaut de présenter ici des études prosopographiques dont nous ne négligeons pas l'utilité⁷¹. Il nous a paru intéressant de proposer des portraits de famille croisés (A. Kazazian, Ph. Bourmaud, A. Albayrak), surtout lorsque les familles sont d'une importance comparable et agissent dans des domaines professionnels proches. Mais il nous a également semblé qu'il était indispensable de mettre en parallèle les parcours et les carrières de chaque famille au fil des générations⁷². Ainsi peut-on déterminer des « figures de transition » (M. Volait), entre un domaine d'activité et

68. Minna Rozen (dir.), *Homelands and Diasporas. Greek, Jews and their Migrations*, Londres, Tauris, 2008 ; Maria Georgiadou, « Expert Knowledge between Tradition and Reform. The Carathéodorys : a Neo-Phanariot Family in 19th Century Constantinople », dans Meropi Anastassiadou-Dumont (dir.), *Médecins et ingénieurs ottomans à l'âge des nationalismes*, Paris, Istanbul, IFEA, Maisonneuve & Larose, 2003, p. 243-294 ; Katerina Papakonstantinou, « The Pondikas Merchant Family From Thessaloniki, ca. 1750-1800 », dans Suraiya Faroqi et Gilles Veinstein (dir.), *Merchants in the Ottoman Empire*, Leiden, Peeters, 2008, p. 133-149 ; Thomas Philipp, « The Farhi Family and the Changing Positions of Jews in Syria, 1750-1860 », *Middle East Studies*, n° 20, 1984, p. 37-52.

69. Hamiyet Sezer, « Tepedelenli Ali Paşa'nın Oğulları », *Ankara Üniversitesi D.T.C.F. Tarih Araştırmaları Dergisi*, 28, 1995, p. 155-164.

70. Karl K. Barbir, « All in the Family : The Muradis of Damascus », dans Heath W. Lowry et Ralph S. Hattox (dir.), *IIIrd Congress on the Social and Economic History of Turkey*, Princeton, 24-26 August 1983, Istanbul, Isis Press, 1990, p. 327-355 ; Stefan H. Winter, « Les Nusayris au regard des administrateurs provinciaux ottomans d'avant les *Tanzimat* », *Chronos*, n° 9, 2004, p. 211-235.

71. Voir par exemple Margaret Meriwether, *The Kin...*, *op. cit.* ; Linda Schatkowski-Schilcher, *Families in Politics...*, *op. cit.* ; Meropi Anastassiadou, « Greek-Orthodox Households in Istanbul (19th - 20th Centuries) », dans Lorans Tatanar Baruh et Vangelis Kechriotis (dir.), *Economy and Society on Both Shores of the Aegean*, Athens, Alpha Bank, 2010, p. 397-422.

72. David D. Commins procède à un tel suivi des parcours dans *Islamic Reform : Politics and Social Change in Late Ottoman Syria*, Oxford, Oxford University Press, 1990.

un autre, au gré des mutations des secteurs professionnels et des déplacements géographiques. Ainsi peut-on mesurer la capacité des fils à faire fructifier les compétences acquises par le père : au service de l'administration (les Nubarian et les Tcherakian, A. Kazazian), en architecture (les Fahmy, M. Volait) ou en médecine (les Abu Ghazaleh, Ph. Bourmaud) ; à consolider des positions commerciales nouvellement acquises, comme dans le cas des Mavromatis, famille de migrants installés à Mersin au XIX^e siècle (M. Toksöz) ; ou bien, à l'inverse, à achever la ruine d'une situation déjà compromise par une récente disgrâce (M. Oualdi).

Au-delà de la seconde génération, les auteurs examinent les modalités de renforcement ou de diversification des compétences, qui finissent, dans certains cas, par être perçues comme un « génie familial » (le « nez des parfums » chez les Guerlain, encore aujourd'hui). *Once a doctor, always a doctor* : comme si on était, presque naturellement, docteur « de père en fils », note M. Volait. Pourtant dès qu'on élargit le suivi généalogique, on voit bien que les familles ne misaient pas toutes, et encore moins tout, sur le même cheval ; pas nécessairement parce qu'elles diversifiaient leurs « stratégies », mais parce que les ressources dont elles disposaient étaient limitées ; parce qu'elles avaient, au contraire, investi dans un domaine pionnier, au point de devenir indispensables, même aux régimes qui les honnissaient officiellement ou prétendaient pouvoir se passer de leurs services. Dès qu'on se penche sur les alliances matrimoniales, on voit tout autant les familles diversifier leurs implantations socioprofessionnelles, changer de région voir de nationalité, et se maintenir ainsi comme grandes familles.

Quelques grandes familles

Si c'est cela que l'on veut étudier, alors peut-être est-il plus prudent de partir de l'observation de réalités sociologiques actuelles. A. Albayrak montre ainsi qu'au cours de la dernière décennie, l'émergence de nouvelles plateformes artistiques en Turquie, tels les musées, galeries, centres culturels, mais aussi les maisons d'éditions et centres de recherches, met en lumière de nouvelles pratiques distinctives des grandes familles. Ces structures, nées d'initiatives culturelles et financées par des fonds privés, sont liées à des fondations philanthropiques qui se sont donné pour mission de contribuer au bien-être social et au progrès national. Les mécènes et philanthropes impliqués sont généralement issus de dynasties d'entrepreneurs qui ont marqué l'histoire industrielle et économique de la Turquie contemporaine, tout en intervenant dans les questions sociales par le biais d'œuvres de bienfaisance. L'évolution de ces pratiques, au delà de la poursuite d'objectifs liés à la valorisation du bien commun, laisse percevoir une volonté de distinction et de reconnaissance des élites et grandes familles, mais également, montre D. Behar, des modalités de reconversion d'une grande bourgeoisie cosmopolite dans un système économique et scolaire globalisé. La compréhension des mécanismes qui régulent la redistribution des privilèges exige de distinguer les *anciens* des *nouveaux*, dès lors qu'il y a un temps légitime de la richesse. Pour le montrer, D. Behar propose d'analyser, dans le détail, les processus de transmission et les rites d'ini-

tiation spécifiques d'un collectif de familles qui partagent à la fois des référents d'ancienneté et la volonté de mobiliser plusieurs ressources internationales. Les entretiens réalisés avec les membres d'un échantillon de familles le montrent : le *voyage initiatique* des héritiers de la grande bourgeoisie turque se révèle être un *voyage* au sens littéral. Il s'articule autour d'un cycle migratoire complexe comportant plusieurs départs et plusieurs retours. La dimension internationale des rites de passage en milieu bourgeois est désormais l'élément central d'un modèle de transmission qui détermine l'accès aux formations d'excellence et aux positions sociales les plus valorisées.

Si les sociologues disposent d'outils qui leur permettent d'évaluer les résultats les plus récents d'entreprises familiales sur deux à trois générations, les historiens ont les moyens de mettre en perspective les processus d'acquisition des compétences au fil du temps. M. Volait retrace les trajectoires professionnelles d'une famille d'architectes active en Égypte entre 1878 et 1969 environ, les Fahmy (Mahmoud le père et Moustapha le fils), en mettant en évidence, au-delà du caractère dynastique dont ils sont empreints, la singularité du parcours de chacun des protagonistes et en identifiant des spécificités liées à des stratégies propres aux deux architectes. Alors que la carrière de Mahmoud Fahmy, où s'imbriquent expertise technique et fonction politique, le signale comme une figure de transition qui participe, en Égypte, à la naissance de la profession moderne d'architecte, l'itinéraire du fils, Moustapha Fahmy, même s'il partage des traits communs avec celui du père – être au service de l'État, œuvrer pour la professionnalisation de l'architecture, travailler à l'actualisation de l'architecture islamique –, s'en démarque par l'élargissement de son champ d'action à l'échelle internationale. L'histoire de ces deux figures d'architecte illustre les trajectoires professionnelles autant que les formes de mobilité sociale à l'œuvre dans l'Égypte contemporaine.

Là où M. Volait reconstitue, au sein d'une même famille, les modalités d'acquisition d'une compétence professionnelle commune, Ph. Bourmaud compare deux familles (les Abu Ghazaleh de Naplouse et les Khalidi de Jérusalem) engagées dans la transformation d'un savoir traditionnel en profession médicalisée. Les Abu Ghazaleh ont élaboré, au fil de l'ère moderne et contemporaine, une image de médecins pieux, charitables et professionnels, versés dans la médecine ottomane traditionnelle, et ont diffusé cette réputation à travers l'espace syrien. Toutefois, la réforme de la profession et du droit médical au XIX^e siècle a conduit les rejetons de la famille à se tourner, pour leur formation, vers les facultés médicales modernes de l'Empire ottoman. Si cette conversion a signifié la fin de la transmission familiale de la connaissance professionnelle, la médecine est restée un élément fondateur des valeurs propres et de l'image sociale des Abu Ghazaleh. De leur côté, les Khalidi ont réussi à maintenir leur position d'éminence parmi les grandes familles de Jérusalem, aussi bien par le monopole de certaines fonctions stratégiques dans les tribunaux religieux de la région de Jérusalem, que par la conservation de liens directs et constants avec la haute administration à Istanbul. Au cours du XIX^e siècle, ils se sont joints aux hommes politiques modernisateurs de l'Empire : ils ont ainsi fait le choix d'une éducation moderniste pour leurs enfants, avec une importance toute particulière accordée à la formation médicale.

La décennie précédant la première guerre mondiale a ainsi été marquée par un saut de la connaissance religieuse à la science médicale, qui a permis à une nouvelle génération de Khalidi de se fondre dans le système territorial du mandat de Palestine.

Toutes les grandes familles n'avaient pas une telle renommée, une telle ancienneté – les Khalidi étaient connus à Jérusalem, au moins depuis le xvii^e siècle, comme notables et spécialistes du droit islamique. Mais celles qui, issues d'autres provinces ottomanes, étaient parvenues à se hisser aux sommets de l'administration centrale disposaient de ressources économiques plus grandes encore, souvent mobilisées dans le cadre de fondations pieuses. Une fois l'Empire disparu, ces familles cultivèrent un nouveau goût pour la généalogie – produit complexe d'ostracisme officiel et de culture d'exil. Les fondations pieuses constituaient non seulement une précieuse infrastructure juridique et économique de la mémoire, mais également un appui symbolique du sentiment de la famille, marqué par une forme d'embourgeoisement de la sphère domestique. O. Bouquet essaie de le montrer à l'aide du cas d'une famille de descendants d'un grand vizir, Halil Hamid Pacha, mort en 1785. Après avoir retracé l'émergence du genre généalogique chez les Ottomans et inventorié les représentations et récits de soi auxquelles ils recouraient, l'auteur aborde le cas bien documenté de la dynastie régnante. L'analyse porte ensuite sur les généalogies de familles de dignitaires, observées à la lumière des conceptions de la noblesse et des formes de représentation de soi. Puis est intégré à l'étude un diagramme généalogique conçu par la grande famille au début du xx^e siècle comme outil de redistribution des ressources d'une fondation pieuse. Il apparaît que l'arbre était un instrument de solidarité patrimoniale avant d'être un appui référentiel et symbolique du sentiment de la famille.

D'un régime à l'autre, les descendants de Halil Hamid Pacha étaient parvenus à maintenir leurs positions d'éminence à l'aide d'une reconversion réussie préparée par une polyactivité déjà acquise sous les Ottomans. D'autres dignitaires qui s'étaient hissés au plus haut du pouvoir ne l'avaient exercé que pour un temps seulement, et au-delà de la disgrâce, n'étaient pas parvenus à transmettre aux générations suivantes les positions acquises. Il en fut ainsi de la descendance d'un mamelouk d'origine grecque, le vizir Muṣṭafā Khaznadār, qui s'était imposé comme le personnage le plus influent de la province ottomane de Tunis entre 1837 et 1873. M. Oualdi montre que sa prépondérance puis la marginalisation de ses fils après sa disgrâce constituent un exemple de réaménagement des relations entre une grande famille et l'autorité provinciale des beys de Tunis, alors transformée par les réformes ottomanes puis le protectorat français. Le Khaznadār sut tirer profit de l'exercice patrimonial du pouvoir et de la mise en place d'un système constitutionnel à partir de 1861. Mais ses fils aînés, pourtant destinés à l'exercice de charges administratives, eurent du mal à trouver leur place au début du protectorat. Leur ascendance et leur nom rappelaient trop de mauvais souvenirs aux sujets et aux nouveaux maîtres français du pays.

La mise en œuvre de stratégies d'adaptation aux évolutions de la situation politique s'observait chez l'ensemble des grandes familles, musulmanes comme chrétiennes, en particulier dans les nouveaux États en formation. A. Le Gall-Kazazian

le montre pour deux familles arméniennes, les Nubarian et les Tcherakian, productrices de plusieurs hauts serviteurs de l'administration de Muhammad Ali et de ses successeurs, au point d'être indissociables de l'histoire de l'Égypte du XIX^e siècle. Ces deux familles ne tissent entre elles aucune alliance matrimoniale et limitent leurs liens, la première étant apostolique, la seconde catholique. Elles entretiennent cependant une relation professionnelle étroite et constante. L'étude conjointe des archives dont elles sont l'objet permet à l'auteure de reconstituer leurs parcours entremêlés et fragmentés sur quatre générations, et de s'interroger sur les modalités de formation de ces deux grandes familles, les infléchissements et angles morts de leurs trajectoires. À l'évidence, ces familles développent des stratégies qui, non seulement favorisent l'acquisition et le maintien de leur situation au sommet de l'État, mais assurent la transmission de leurs positions à leurs descendants. Cependant, si elles contribuent grandement à la modernisation de l'économie et de l'administration égyptienne, elles participent également à l'émancipation du pays vis-à-vis de l'Empire ottoman. À telle enseigne que les familles, sur le déclin, doivent se retirer : à la fin du XIX^e siècle, les Tcherakian comme les Nubarian quittent le service de l'État, pour s'engager dans la défense de la cause arménienne.

Alors même que certaines familles qui avaient débuté dans le commerce et la finance perdent leurs positions, après avoir exercé les plus hautes responsabilités dans l'administration des affaires publiques, d'autres poursuivent leurs activités commerciales à la faveur de nouvelles implantations géographiques. C'est le cas des Mavromatis installés à Mersin, ville en pleine expansion dans la seconde moitié du XIX^e siècle et où tout reste à faire. Complétant une étude déjà publiée sur cette famille⁷³, à laquelle elle ajoute l'exploitation d'archives consulaires et d'entretiens auprès de la famille, M. Toksöz retrace les étapes de l'ascension de la famille, qui en deux générations, devient l'une des plus importantes de la ville. C'est parce qu'ils parviennent à mobiliser à échelle régionale des solidarités commerciales façonnées ailleurs mais adaptées aux conditions locales, notamment aux débouchés offerts par l'exploitation de la plaine de la Çukorova, que les Mavromatis devancent la plupart des familles venues d'ailleurs dans l'Empire, de Beyrouth, de Syrie, d'Anatolie centrale, de Chypre ou des îles égéennes, au point de devenir des intermédiaires indispensables entre l'économie agraire de l'arrière-pays et les infrastructures portuaires en développement.

73. Meltem Toksöz, « A Migrant-Merchant Family from Mersin : The Mavromatis », dans Lorans Tatanar Baruh et Vangelis Kechriotis (dir.), *Economy and Society on Both Shores of the Aegean*, Athens, Alpha Bank, 2010, p. 337-354.